



United Nations
Peacebuilding
Fund

**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) /
Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)**

Intitulé du projet : Projet d'appui à l'engagement soutenu des femmes dans la consolidation de la paix et la sécurité à l'Ouest de la Côte d'Ivoire (SWEEP)	Entité(s) bénéficiaire(s) : CARE International en Côte d'Ivoire
Personne à contacter concernant le projet : Guillaume AGUETTANT Adresse : 05 BP 3141 Abidjan, Près de la Polyclinique des 2 Plateaux - Cocody Téléphone : +225 22 40 97 25 E-mail : guillaume.aguettant@care.org	Partenaire(s) d'exécution Gouvernement : MSCSIV, MPFFPE, MEMIS, Ministère en charge de la Défense, Police Nationale, Gendarmerie Nationale, FRCI Partenaires de Mise en Œuvre – CAHD ; AFJCI Site du projet : Côte d'Ivoire: Bloléquin, Toulepleu, Guiglo, Taï, and Tabou
Descriptif du projet : Renforcer la participation des citoyens dans la consolidation de la paix et la sécurité à travers un engagement soutenu des femmes et des jeunes dans le suivi et rapportage des problèmes de sécurité et de coexistence pacifique qui affectent les activités économiques, la consolidation de la paix et la confiance entre les citoyens et les autorités à l'Ouest de la Côte d'Ivoire.	Coût total du projet : USD 1.000.000 Fonds pour la consolidation de la paix : USD 1.000.000 Autre : Date de démarrage du projet proposée : 1 ^{er} Janvier 2017 Date d'achèvement du projet proposée : 30 Juin 2018 Durée totale (en mois)¹ : 18
« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : ² <u>3</u> <i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i> <i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i> <i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.</i>	
Résultats du projet : (1) Renforcement du dialogue et de la redevabilité entre les citoyens et les autorités locales sur les questions de sécurité et de paix dans 50 communautés frontalières (2) Augmentation de la collaboration et la circulation de l'information sur les questions de sécurité	

¹ La durée maximale d'un projet IRF est de 18 mois.

² PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.

affectant le commerce et le renforcement de la confiance entre les femmes et les jeunes de part et d'autres des lignes de division

(3) Les femmes et les jeunes font un suivi actif des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et la sécurité dans les départements ciblés

(4) Les autorités locales soutiennent d'une manière proactive l'engagement des citoyens dans la consolidation de la paix et la sécurité dans les départements ciblés

Domaine de résultat du Fonds³ résumant au mieux l'objectif du projet (*Choisir un seul*) : 2

¹ Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité; (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d'emplois; (3.2) Services de base;

4) (Re) établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4) :

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'État/ administration locale; (4.3)

Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

(Pour les projets financés par l'IRF)

<p>Entité(s) bénéficiaire(s)</p> <p>Nom du Représentant : <i>Monsieur Guillaume AGUETTANT</i></p> <p>Signature</p> <p>Nom de l'Agence : <i>CARE International</i></p> <p>Date et cachet <i>09/09/2016</i></p>	<p>Représentant des autorités nationales</p> <p>Nom du Représentant du gouvernement : <i>Madame Niaké KABA</i></p> <p>Signature</p> <p>Titre : <i>Ministre du Plan et du Développement</i></p> <p>Date et cachet <i>09/09/2016</i></p> 
<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Nom du Représentant :</p> <p>Signature</p> <p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO), NY</p> <p>Date et cachet</p>	<p>Coordonnateur Résident (CR)</p> <p>Nom du Représentant : <i>Monsieur Babacar CISSE</i></p> <p>Signature</p> <p>Bureau du Coordonnateur Résident</p> <p>Date et cachet <i>09/09/2016</i></p> 
<p>Agent de gestion</p> <p>Nom du Représentant : <i>Oscar Fernandez Tarazona</i></p> <p>Signature</p> <p>Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), NY</p> <p>Date et cachet</p>	

Table des matières :

Longueur maximale : 15 pages

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

- a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
- b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler
- c) Justification du financement par le mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)

II. Objectifs du soutien du Fonds et mise en œuvre

- a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
- b) Budget
- c) Capacité des entités bénéficiaires et des partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination

- a) Gestion du projet
- b) Gestion des risques
- c) Suivi et évaluation
- d) Dispositions administratives (langage normalisé)

Annexe A : Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF)

Annexe B : Cadre de résultats du projet PRF

Annexe C : Conditions générales pour les accords de subvention

Annexe D : Budget détaillé

Annexe E : Courriers d'engagement

Annexe F : Courrier de soutien du Sous-Préfet de Bloléquin

Annexe G : Rapport d'activité

Annexe G : Rapport d'audit des trois années antérieures

Annexe I : Lettre de l'auditeur

COMPOSANTES DU PROJET :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

Contexte local des communautés frontalières

La dynamique des relations transfrontalières entre la Côte d'Ivoire et le Libéria est essentielle à la compréhension de l'histoire des conflits politiques et ethniques dans les deux pays et à la compréhension des risques de déstabilisation future en Côte d'Ivoire et dans la sous-région. L'instabilité dans les communautés frontalières de l'Ouest de la Côte d'Ivoire est non seulement causée de souffrance, de violence basée sur le genre et de bouleversement économique dans la région frontalière, mais elle est aussi un déclencheur important de conflits nationaux et régionaux. Au cours des deux dernières décennies, la violence transfrontalière dans les départements de Blotéquin, Guiglo, Tai, Toulepleu et Tabou ont compromis la sécurité de part et d'autre de la frontière.

La population de l'Ouest de la Côte d'Ivoire est ethniquement et politiquement diversifiée, et la région est géographiquement éloignée du gouvernement central et du centre de commandement de l'appareil sécuritaire de l'Etat qui est à Abidjan, fournissant ainsi un terrain potentiellement propice à l'insécurité, l'impunité et à la violence intercommunautaire. À la suite des violences post-électorales de 2011, les questions de sécurité dans la grande région de l'Ouest se sont considérablement aggravées, surtout avec les incursions par des groupes armés pour des opérations militaires et des pillages à travers la frontière libérienne. Cette situation a poussé des milliers de citoyens à quitter leurs foyers et leurs terres. Par conséquent, le fossé de la méfiance s'est élargi entre les citoyens eux-mêmes et entre eux et les représentants des forces de sécurité y compris les Autorités locales, menaçant ainsi la stabilité et la coexistence pacifique dans les communautés des deux côtés de la frontière. En outre, l'insécurité transfrontalière et l'instabilité dans les 5 départements bénéficiaires ont exacerbé les conflits locaux profonds liés aux ressources de productions, notamment, la terre. Cela a aggravé les problèmes de sécurité dans ces départements et rendu la cohabitation interethnique et entre les affiliations politiques encore plus difficile. Le clivage entre les communautés de ceux qui exploitent les terres et ceux qui les possèdent traditionnellement s'est élargi.

Les conflits fonciers dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire sont le résultat de plusieurs facteurs, notamment un chevauchement entre le système foncier coutumier et le système légal de gestion foncière ; des décennies de politiques de développement agricole favorisant les cultures de rente pour l'exportation (principalement le cacao et l'hévéa) qui ont alimenté une migration soutenue et souvent non contrôlée de main-d'œuvre agricoles en provenance des pays voisins, et le ressentiment croissant entre propriétaires autochtones des terres, migrants agricoles internes (allochtones) et les travailleurs agricoles venus des pays voisins (allogènes). Il y a une interaction complexe entre les conflits fonciers, l'origine ethnique et l'appartenance politique dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Les autochtones sont constituées majoritairement de l'ethnie Guéré (également connue sous le nom Krahn au Libéria), et souvent liés à l'ancien parti au pouvoir du président Laurent Gbagbo, dont certains membres sont toujours en exil. Cette ethnie est à cheval sur les deux côtés de la frontière avec le Libéria et il y a des liens avec des ex-milices présentes du côté libérien. Les allochtones établis pour travailler dans la région proviennent de toute la Côte d'Ivoire et sont principalement des Baoulé, Sénoufo et Malinke (considérés comme la base du pouvoir de l'actuel parti au pouvoir dirigé par le président Alassane Ouattara). Les allogènes de la région sont à 90% des Burkinabés mais il y a aussi de plus petits nombres de Maliens et Nigériens. Les femmes sont les principales victimes de ces conflits transfrontaliers et la Côte d'Ivoire est devenue le premier pays africain à adopter un plan d'action national pour la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité en 2008. Malgré l'adhésion de la Côte d'Ivoire à cette résolution, les femmes et les filles restent vulnérables aux violences basées sur le genre lors des situations de violence et d'insécurité transfrontalière⁴.

⁴ ONUCI évaluation de la sécurité et analyse des risques, (SARA), Jan. 2014

Déclencheurs de conflits, d'insécurité et de Violence Intercommunautaire

L'élection présidentielle de 2015 s'est déroulée sans incident majeur en Côte d'Ivoire, donnant ainsi de l'espoir et un élan aux efforts de consolidation de la paix en cours. Cependant, les attaques sporadiques perpétrées par des groupes armés dans diverses zones frontalières et les braquages sur les grandes routes ivoiriennes ont de plus en plus perturbé les efforts du gouvernement dans la reconstruction et la consolidation la paix et la coexistence entre les groupes ethniques et sociaux. La violence liée à l'accès et au contrôle des ressources de production telles que la terre continue d'être le principal déclencheur de violents conflits intercommunautaires dans les départements bénéficiaires de Bloléquin, Guiglo, Tai, Toulepleu et Tabou. En outre, le ressentiment politique dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, un bastion de l'ancien parti au pouvoir (FPI), et la propagation continue de l'intoxication et des rumeurs aggravent la méfiance entre les citoyens et les forces de sécurité. Les prochaines élections en 2017 au Liberia pourraient également augmenter les niveaux d'insécurité, si les groupes armés s'alignent avec les différentes factions politiques.

L'insécurité transfrontalière dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire a aggravé la situation des femmes et des jeunes impliqués dans de petits commerces transfrontaliers ou intercommunautaires, ce qui limite leur capacité potentielle de dialogue intercommunautaire et la coexistence pacifique. Les petits commerçants, dont beaucoup de femmes et de jeunes, sont les premiers à être touchés lorsque la circulation des personnes et des biens est limitée et / ou perturbée par des problèmes de sécurité. Ces dynamiques affectent aussi la perspective d'une collaboration État-citoyen sur les questions de sécurité relatives aux moyens de subsistance et à la coexistence pacifique.

Les Capacités Locales Pour La Paix

Les départements de Bloléquin, Guiglo, Tai, Toulepleu et Tabou sont géographiquement situés dans des zones stratégiques importantes et critiques. En dépit des attaques armées régulières, du banditisme et de la libre circulation des armes de petits calibres⁵, ces dernières années ont été caractérisées par une amélioration de la stabilité et la présence croissante de l'Etat et des forces de l'ordre dans la plupart des communautés frontalières de la Côte d'Ivoire. Les événements majeurs tels que la fermeture officielle de la frontière Côte d'Ivoire-Libéria en Avril 2014 pour freiner la propagation du virus Ebola ont ralenti les efforts du gouvernement sur la consolidation de la sécurité et la coexistence pacifique.

L'intensification des relations sociales et économiques constituent les plus importantes opportunités pour assurer le retour de la paix dans les communautés frontalières et transfrontalières dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. La poreuse frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria permet un renouvellement régulier de liens de parenté et de liens familiaux transfrontaliers, estompant ainsi la démarcation Côte d'Ivoire - Libéria. Les efforts de consolidation de la paix et de la sécurité dans ces communautés sont des catalyseurs du changement des deux côtés de la frontière et peut s'étendre au-delà des cinq départements bénéficiaires en Côte d'Ivoire. Des efforts importants ont été faits récemment pour institutionnaliser des interactions transfrontalières régulières pour promouvoir la paix et la sécurité à travers des approches novatrices mises en place par le PNUD avec un financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix. Le présent projet bâtera également sur les leçons apprises de cette expérience réussie dans la une partie de la zone Ouest.

b) Cartographie des activités et défis en rapport avec renforcement de la paix

Les efforts de l'Etat

Le projet SWEEP est conçu pour capitaliser sur les interventions récentes soutenues par le Fonds de Nations Unies de consolidation de la paix, les partenaires au développement et l'Etat de Côte d'Ivoire. Plusieurs projets ont été définis dans le cadre de la première stratégie de consolidation de la paix du gouvernement qui a pris fin en 2015. Ceux-ci incluent les efforts déployés pour rétablir la sécurité (en particulier les services de police) et le renforcement de la capacité des collectivités locales à travailler

⁵ Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies, le Deuxième Plan prioritaire de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire 2015-2017

sur la cohésion sociale. Il faut aussi souligner les efforts remarquables de l'ADDR⁶ dans le cadre de ses activités qui ont fortement contribué au retour de la sécurité et à la baisse des tensions dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Cependant, les principaux défis observés dans l'action du gouvernement sont liés à la représentation et la participation des femmes - les points 5 et 7 du Plan d'Action Sensible au Genre en 07 Points du Secrétaire Général pour la Consolidation de la Paix. Ensuite, de nombreuses communautés qui ont participé au programme DDR ont rapporté une insatisfaction, exprimant le sentiment que le processus a fait peu pour leur offrir d'autres formes de protection sécuritaire ou des alternatives économiques.

Les Conflits fonciers

Dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, les conflits fonciers sont particulièrement aigus et ont été une des principales conclusions de l'évaluation de la première phase des efforts du Fonds de Nations Unies de Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire. En plus des préoccupations liées aux faiblesses de la loi régissant la propriété foncière rurale, l'évaluation a révélé que la cohésion sociale dans l'Ouest était un obstacle majeur au progrès. Un projet financé par le programme II du PBF et exécuté par FNUAP (2015-2017) dans les départements bénéficiaires du projet SWEEP comporte une composante autour de la participation des différents intervenants à la gestion et à la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural. La crise post-électorale de 2011 en Côte d'Ivoire a créé des occasions pour des personnes de tous les groupes sociaux pour profiter d'une situation instable en s'accaparant des terres ou en remettant en question les accords fonciers précédemment conclus.

Un autre aspect du problème est lié aux difficultés que les particuliers, les collectivités et les autorités rencontrent dans l'application de la loi sur le foncier rural. Des aspects importants de cette loi nécessitent des éclaircissements, notamment la définition de termes tels que « l'occupation continue et pacifique » qui déterminent les droits des particuliers en vertu de la loi. Les réfugiés ivoiriens au Libéria signalent que les conflits fonciers et l'occupation des terres dans leurs communautés d'origine sont une des principales raisons de leur réticence à retourner en Côte d'Ivoire. En Côte d'Ivoire et au Libéria, l'instabilité et le manque de redevabilité dans la gestion du foncier portent gravement atteinte à la coexistence pacifique entre les différents groupes socio-économiques parce que la ressource productive la plus importante, la terre, est violemment contestée. Les conflits fonciers sont donc étroitement liés aux questions de sécurité et de cohésion sociale dans la région frontalière, car à la base très souvent des tensions et violences intercommunautaires. Les conflits fonciers posent aussi souvent des problèmes de sécurité transfrontalière pour les autorités de deux pays.

Les Femmes et les Jeunes comme acteurs clés de la Paix

Des projets financés par le Fonds de Nations Unies de Consolidation de la Paix, y compris à Guiglo, Bloléquin et Toulepleu entre 2013-2015 étaient axés sur la promotion de la participation des femmes dans la gestion pacifique des conflits locaux, en facilitant la participation active des organisations de femmes et la sensibilisation des leaders communautaires. Le PNUD, l'ONUCL, ONU Femmes, Caritas, Graines de paix et de Search for Common Ground ont travaillé en partenariat avec l'Etat de Côte d'Ivoire pour sensibiliser sur les conflits dans les écoles, la préparation des jeunes pour résoudre les conflits et la promotion d'une culture de la paix. Un autre projet financé par le PBF dont le lead est assuré par FNUAP et exécuté par la FAO dans la zone travaille avec des groupes de femmes pour améliorer leur intégration, leur organisation, ainsi que les moyens de subsistance économiques. Le projet assurera le renforcement des dispositifs locaux mis en place à travers les structures communautaires mises en place dans le cadre de ces interventions.

Les Efforts Transfrontaliers

L'analyse du conflit en Côte d'Ivoire mentionne souvent la consolidation de la paix transfrontalière comme un défi important. Les deux années de la crise de l'Ébola ont en outre perturbé les efforts du gouvernement sur le renforcement de la paix communautaire. Cependant, certains efforts doivent être mentionnés. L'Union des Etat du Fleuve Mano, l'organisation intergouvernementale régionale à laquelle la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone appartiennent, a soutenu ses membres

⁶ ADDR : Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion

dans le passé et crée des unités frontalières conjointes en vue résoudre les problèmes de sécurité aux frontières. L'ONUCI⁷ et de la MINUL⁸ ont impliqué ces unités frontalières conjointes dans le cadre de la réouverture de la frontière suite à la crise Ebola.

b) Justification de l'IRF :

Les cinq départements bénéficiaires du projet SWEEP sont à un moment critique du processus de consolidation de la paix. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a investi beaucoup d'efforts dans le rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans les départements bénéficiaires, notamment en améliorant la sécurité et en renforçant l'administration locale. Cependant, les relations entre les autorités gouvernementales et sécuritaires locales et les citoyens dans les départements bénéficiaires sont encore entravées par la méfiance et la crainte de représailles politiques, d'une part, et par la violence et les conflits liés aux ressources de production dont la terre, entre les communautés, d'autre part.

Le projet SWEEP mettra à profit le potentiel émergent pour l'engagement citoyen-Etat en raison de la présence renforcée de l'Etat dans les départements bénéficiaires pour combler deux défis majeurs de consolidation de la paix identifiés dans l'évaluation du premier appui PBF en Côte d'Ivoire et reconnu comme prioritaires dans le deuxième plan prioritaire de Consolidation de la paix 2015-2017. Tout d'abord, le projet appuiera particulièrement les femmes et les jeunes impliqués dans le petit commerce dans et à travers les communautés cibles frontalières pour devenir des participants actifs dans le renforcement et/ou la consolidation de la sécurité, la paix, la coexistence pacifique dans leurs communautés respectives. Deuxièmement, le projet facilitera l'institutionnalisation des mécanismes de dialogue et de redevabilité État-citoyen en matière de sécurité et de Consolidation de la paix, comme des moyens de détection précoce, de prévention et résolution non violente des conflits et des problèmes de sécurité ayant un impact direct sur les relations intra et intercommunautaires, la coexistence pacifique et la stabilité. Le projet SWEEP mettra à profit et/ou capitalisera les interventions passées ou courantes du PBF dans les 05 départements bénéficiaires cibles, visant à compléter les interventions d'ONU Femmes, du PNUD, et des organisations non gouvernementales sur le renforcement de la sensibilisation des citoyens et de la capacité à coopérer avec les autorités locales sur le renforcement de la paix et la sécurité communautaire dans les départements bénéficiaires. Le projet permettra d'étendre la portée de la participation citoyenne actuelle en matière de sécurité et de suivi de la paix et la sécurité en facilitant l'institutionnalisation des espaces de participation citoyenne publique dans le dialogue sur la sécurité et la paix. Le projet SWEEP viendra également compléter un projet financé par l'UE opérant dans la région depuis 2011 qui a renforcé les capacités de la police sur les droits de l'homme et sur la gestion des relations avec la communauté et les conflits.

SWEEP favorisera une approche d'engagement à l'échelle communautaire visant à sensibiliser, mobiliser et faciliter le dialogue entre les autorités locales (responsables gouvernementaux décentralisés, responsables de la sécurité et les chefs traditionnels) et les citoyens en créant un environnement propice au dialogue et à la redevabilité sur les questions de sécurité et de paix qui affectent les moyens de subsistance et la coexistence interethnique et entre les affiliation politiques. L'approche et les activités prioritaires de SWEEP ont été définies en consultation avec les partenaires locaux avec une programmation dans les 5 départements bénéficiaires. CARE International en Côte d'Ivoire a organisé un atelier de conception du projet avec la participation de CAHD et AFJCI - deux organisations locales qui mettront en œuvre le projet aux côtés de CARE. En outre, CARE International en Côte d'Ivoire a organisé des discussions consultatives avec les acteurs locaux clés, y compris les représentants du gouvernement pour juger de la pertinence et de la valeur ajoutée de l'ensemble des activités proposées et décrites dans la section II. SWEEP visera spécifiquement les femmes et les jeunes impliqués dans le petit commerce dans et à travers les communautés cibles frontalières dans les départements de Bloléquin, Guiglo, Tai, Toulepleu et Tabou, en raison de leur rôle central dans l'économie locale de leurs communautés. Les femmes et les jeunes sont

⁷ ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

⁸ MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria

particulièrement vulnérables aux crises sécuritaires et de violence périodiques causées soit par des incursions de groupes armés à travers la frontière du Libéria soit par des abus du personnel de sécurité.

Etablir les partenariats et relations de collaboration avec les organisations locales est de la plus haute importance pour la réussite de SWEEP. Ce faisant, environ 70% du financement du projet sera directement consacré aux activités prévues, les activités de plaidoyer au niveau national. Le projet SWEEP est en alignement direct avec le Fonds de Nations Unies de consolidation de la paix car il contribue directement à la réalisation du domaine 2 du second Plan prioritaire de consolidation de la paix 2015-2017 en misant sur les progrès réalisés par le l'Etat de Côte d'Ivoire et les acteurs non étatiques travail sur le renforcement de la paix au cours des cinq dernières années. En outre, SWEEP documentera systématiquement et partagera l'expérience et les connaissances sur la surveillance de la paix par les citoyens dans les départements volatiles que sont **Bloléquin, Guiglo, Tai, Toulepleu et Tahou**, avec les agences du système des Nations Unies, les partenaires au développement et l'Etat de Côte d'Ivoire pour informer la conception des approches et la prise de décision.

II. Objectifs de l'Appui PBF proposition de mise en œuvre

La stratégie du Plan de la Côte d'Ivoire pour la consolidation de la paix, la sécurité et la stabilité dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire reste encore à être pleinement appropriée par les citoyens. Par conséquent, l'amélioration de l'engagement et du suivi citoyen des questions de sécurité et de paix d'une manière qui construit/consolide la confiance entre les autorités locales y compris de sécurité locales et les citoyens est essentielle et fondamentale pour la consolidation de la paix, la sécurité et la stabilité dans les 5 départements bénéficiaires de SWEEP. Ce type d'engagement va particulièrement accroître la sensibilisation des publique / citoyenne sur les problèmes de sécurité auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes impliqués dans le petit commerce dans et à travers les communautés frontalières à l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

a) Théorie du changement, résultats du projet, activités, objectifs et planification :

La stratégie de mise en œuvre du projet SWEEP est sous-tendue par la théorie du changement suivante: Si les mécanismes de dialogue Etat-Citoyen et de redevabilité dirigés par les citoyens l'Etat sur les questions de sécurité affectant les moyens d'existence et la coexistence pacifique interethnique et entre les affiliations politiques sont améliorés, et Si les réseaux de femmes et de jeunes commerçants transfrontaliers et internes collaborent sur le partage de l'information essentielle au commerce et à la sécurité, et se mobilisent pour faire pression collectivement pour les opérations de sécurité plus responsables, et Si des groupes citoyens de femmes et de jeunes surveillent activement la mise en œuvre des initiatives de consolidation de la paix du appuyées par le gouvernement ; et si les autorités locales prennent appui la participation des citoyens; alors il y aura une augmentation de la paix et la sécurité pour maintenir durablement une croissance économique locale inclusive et la stabilité dans les 05 départements bénéficiaires. Car, les différents groupes socio-économiques qui vivent dans les communautés frontalières cibles auront augmenté la confiance mutuelle entre eux des intérêts économiques autour partagés, la collaboration avec les institutions de sécurité de l'Etat se sont améliorées, et la propriété du gouvernement dirigé consolidation et de stabilisation des initiatives de paix seront renforcées.

En plus de la principale théorie du changement, chacun des résultats du projet est soutenu par une théorie des actions soigneusement définie, soit pour capitaliser, soit pour être en synergie ou collaborer avec d'autres initiatives de consolidation de la paix actives dans les communautés bénéficiaires.

Résultat 1 : Renforcement du dialogue et de la responsabilité entre les citoyens et les autorités locales sur les questions de sécurité et de paix dans 50 communautés frontalières

Les activités SWEEP visant à renforcer le dialogue et la redevabilité citoyens-autorités locales sur les questions de paix et de sécurité seront guidées par une théorie d'action formulée comme suit: Si les citoyens sont appuyés pour mettre en place ou redynamiser des espaces publics de dialogue citoyens – autorités locales sur les questions de sécurité affectant les moyens de subsistance et la coexistence

pacifique interethnique et entre les affiliations politiques; et Si les citoyens participent et interagissent activement avec les autorités locales dans les espaces publics mis en place / redynamisés sur la sécurité et la paix; Alors il y aura une institutionnalisation progressive du dialogue de l'Etat-citoyen et de la redevabilité sur les questions affectant la paix et la sécurité au niveau de la communauté. Parce que les autorités locales, les services de et les citoyens auront accru leur confiance l'un dans l'autre à la suite d'une meilleure compréhension des besoins de sécurité / de paix de la communauté ; et il y aura un contrat état-citoyen proactif pour détecter, prévenir et répondre aux questions qui menacent la paix et de la sécurité.

Les principales activités à être mises en œuvre comprennent :

- Cartographie / Etat des lieux des réseaux de femmes et de jeunes actifs dans les départements / communautés bénéficiaires
- Elaboration de contenus et de supports de sensibilisation et de formation sur la participation des citoyens à la sécurité de la communauté, la police et la consolidation de la paix
- Activités de sensibilisation à l'intention des leaders féminins et de jeunes sur la participation des citoyens à la sécurité de la communauté, la police et la consolidation de la paix
- Activités de sensibilisation à l'intention des autorités et services de sécurité sur la participation des citoyens à la sécurité de la communauté, la police et la consolidation de la paix
- Renforcement des capacités des groupes de femmes et des groupes de jeunes sur la cohésion sociale, la gestion des rumeurs, et la sécurité communautaire / police sensible au Genre
- Renforcement des capacités des autorités locales en matière de cohésion sociale et de sécurité communautaire / police sensible au Genre
- Accompagnement des réseaux de femmes pour élaborer des termes de référence pour l'engagement des autorités et l'institutionnalisation des réunions publiques régulières sur les questions de sécurité
- appui aux groupes de femmes et aux groupes de jeunes pour organiser des réunions publiques mensuelles avec les autorités locales sur la sécurité et la paix dans leurs localités
- Organisation des programmes de radio pour vulgariser les plans d'action et résultats rencontres de dialogues entre femmes, jeunes et autorités sur les questions de paix et de sécurité

Le projet SWEEP veut cibler au moins **5000 personnes**, et **100 intervenants clés** (identifiés par l'état des lieux) dans rencontres mensuelles de dialogue et de redevabilité citoyens – autorités locales sur la sécurité et la paix affectant les moyens de subsistance et la coexistence pacifique dans les communautés cibles.

Justification : L'analyse et les consultations menées pour renseigner ce projet ont révélé des insuffisances de capacité pour les femmes et les jeunes à coopérer avec les autorités locales, et un manque de compréhension par les autorités locales des besoins spécifiques de sécurité communautaire, en particulier pour les femmes et les jeunes impliqués dans le petit commerce dans les communautés frontalières. Afin de veiller à ce que SWEEP se fonde sur la capacité communautaire existante, tout le travail commencera par une cartographie des réseaux des femmes/groupes de jeunes de la communauté, avec une analyse de l'expression et la participation des femmes et des jeunes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix. Le projet se fondera sur les résultats de l'état des lieux pour renforcer les capacités des groupes importants identifiés comme étant en mesure d'interagir les uns avec les autres sur les questions de sécurité et de paix qui affectent les moyens d'existence et la coexistence pacifique dans leurs communautés /départements. Le renforcement des capacités des groupes sélectionnés portera une attention particulière à la coexistence pacifique et à la sécurité communautaire / police sensible au Genre. Le projet mettra à profit les VSLA existantes soutenues par ONU femmes, le FNUAP ou d'autres organismes de développement opérant dans les communautés bénéficiaires pour servir de plates-formes pour la sensibilisation et la mobilisation des citoyens pour participer activement à des réunions publiques mensuelles avec les autorités locales et les services de sécurités locaux sur les questions touchant à la sécurité et à la paix au niveau communautaire. Le projet SWEEP ciblera les femmes et les jeunes dans les VSLA à travers les communautés et les lignes

d'affiliations pour défendre la participation active des citoyens dans des réunions publiques appuyées. Enfin, le projet utilisera la radio locale pour assurer l'information sur les résultats (actions concertées) rencontres de dialogue des citoyens – autorités locales, afin de toucher le plus large public possible étant donné qu'une grande partie de la population a accès à la radio.

Résultat 2 : Augmentation de la collaboration et la circulation de l'information sur les questions de sécurité qui affectent le commerce et le renforcement de la confiance entre les femmes et les jeunes de part et d'autres des lignes de division

Les activités de SWEEP visant à accroître la circulation de l'information et la collaboration entre les femmes et les jeunes petits commerçants à travers les lignes d'affiliation seront guidées par la théorie des actions suivantes: si la capacité du réseaux des femmes et des jeunes impliqués dans le petit commerce dans et à travers les communautés frontalières est renforcée pour surveiller de manière proactive et partager des informations entre eux et avec les autorités locales sur les questions de sécurité critiques affectant leurs mouvements et leurs biens, et Si les incidents de sécurité rapportés par les femmes et les jeunes petits commerçants sont pro-activement adressé par les autorités locales, en particulier les services de sécurité; Alors, les femmes et les jeunes impliqués dans les économies locales devront faire face à moins de harcèlement et de menaces de sécurité en raison de pratiques de police et de sécurité des frontières sensibles au genre par les autorités locales en augmentation. Parce que, les services de sécurité / police dans les communautés frontalières le long de la frontière avec le Libéria auront une meilleure compréhension des problèmes de sécurité spécifiques que rencontrent les femmes et les jeunes commerçants, et il y aura un dialogue constant et la collaboration entre les autorités / services locaux de sécurité et les femmes et les jeunes commerçants sur la sécurité le long de réseau routier intercommunautaire essentielle à l'économie locale.

Les principales activités à être mises en œuvre comprennent :

- Etat des lieux des femmes et des jeunes impliqués dans le petit commerce dans les communautés ciblées, avec un accent sur celles qui sont organisées en VSLA
- Création et / ou la relance de canaux de communication entre les groupes de femmes de jeunes petits commerçants (sms, WhatsApp, ou d'autres formes de communication de groupe)
- Identification et formation les dirigeants des groupes de femmes et de jeunes petits commerçants sur la police communautaire, la sécurité et la consolidation de la paix, ainsi que sur l'échange d'informations sur les questions de sécurité touchant leurs mouvements et leurs produits
- Mise en contact et facilitation des interactions entre les groupes de femmes et de jeunes petits commerçants avec les chambres de commerce départementales
- Appui à la création la création d'une base de données des femmes / jeunes petits commerçants ayant signalé des incidents de sécurité touchant leurs mouvements et leurs produits - et liaison les bureaux locaux de sécurité
- Organisation de rencontres de renforcement des capacités pour les groupes de femmes / groupes de jeunes petits commerçants et les autorités locales sur la surveillance par les citoyens des questions de sécurité et de paix qui affectent la sécurité et la coexistence pacifique
- Appui aux groupes de femmes et de jeunes petits commerçants pour la surveillance active et le partage des informations sur les incidents de sécurité touchant leurs mouvements et leurs produits
- Appui aux chambres de commerce du département pour produire et transmettre aux autorités locales le rapport mensuel des incidents de sécurité touchant les femmes et les jeunes petits commerçants
- Appui aux groupes de femmes et de jeunes petits commerçants pour partager les incidents de sécurité enregistrés lors des réunions publiques mensuelles citoyens –autorités locales sur la sécurité et la paix (voir résultat 1)
- Appui / Facilitation du dialogue interdépartemental public sur les questions de sécurité touchant les mouvements des personnes et des marchandises sur les principaux réseaux routiers qui soutiennent l'économie locale des départements bénéficiaires

- Appui à la discussion sur le programme de radio des incidents de sécurité rapportés par les citoyens (groupes de femmes et de jeunes commerçants) ainsi que des solutions convenues entre citoyens et autorités.

Le projet SWEEP ciblera au moins 150 Groupements AVEC et d'autres groupes de femmes et 150 groupes de jeunes commerçants en vue de toucher autour de 7500 femmes et jeunes impliqués dans de petits commerces dans le suivi des questions de sécurité concernant leurs mouvements et leurs biens à travers les communautés frontalières. Le projet touchera également au moins 2 représentants de la chambre de commerce de chaque département, 22 sous-préfets, 5 représentants de la sécurité / police / gendarmerie locale; et 2 représentants du bureau de douane dans les 5 départements bénéficiaires.

Justification : Les effets disproportionnés dus au Genre de l'insécurité et qui ont suivi la violence dans et à travers les communautés frontalières à l'Ouest de la Côte d'Ivoire continuent d'entraver la participation des citoyens aux efforts de l'Etat de Côte d'Ivoire pour la consolidation de la sécurité et de la paix dans les 5 départements bénéficiaires. Selon l'analyse et les consultations menées à la fois des représentants du gouvernement et de sécurité locaux reconnaissent que les femmes et les jeunes impliqués dans le petit commerce sont les plus vulnérables aux incidents de sécurité en raison du caractère informel de leurs activités économiques. Le projet SWEEP renforcera les capacités et les groupes de réseaux de femmes/jeunes au travers des lignes d'affiliation afin de surveiller activement, partager des informations et signaler les incidents de sécurité touchant leurs activités. Le projet facilitera la collaboration entre les femmes / groupes de jeunes commerçants de jeunes impliqués dans le suivi des incidents de sécurité qui les touchent et les chambres de départementales de commerce afin d'institutionnaliser la pratique de signalement des incidents de sécurité touchant les petits métiers dans les départements bénéficiaires. Le projet visera spécifiquement les autorités locales et les représentants des services de sécurité pour le renforcement des capacités en matière de surveillance par les citoyens de la sécurité et de la paix en tant que stratégie pour la création d'un environnement favorable pour la collaboration avec les autorités locales – citoyens sur les questions de sécurité qui affectent l'économie et de la paix locale.

Les petits commerçants sont les plus vulnérables aux incidents de sécurité et à la violence dans les communautés frontalières. Pourtant, ils ont souvent les informations les plus à jour sur ce qui se passe dans et à travers les communautés frontalières, en raison de la nature de leurs activités qui impliquent des mouvements constants. Voilà pourquoi il est essentiel de les engager et de promouvoir leur collaboration avec services. Le projet SWEEP soutiendra les réseaux bénéficiaires de petits commerçants en vue d'établir un système simple pour partager des incidents et les menaces pour la sécurité entre leurs réseaux et avec le « numéro vert » du gouvernement. Il est prévu que l'augmentation des flux d'information entre les citoyens et les autorités locales sur la sécurité va conduire potentiellement à une police plus préventive et la sécurité des frontières, dissipant progressivement la méfiance entre les citoyens et les forces de sécurité dans les communautés frontalières.

Résultat 3 : Les femmes et les jeunes font un suivi actif des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et la sécurité dans les départements ciblés

Les activités du projet SWEEP visent ici à renforcer la participation active des femmes et des jeunes dans le suivi des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et de la sécurité. Elles seront guidées par la théorie des actions suivantes: Si les réseaux de femmes et des groupes de jeunes sont équipés de connaissances et de compétences pour surveiller la mise en œuvre des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans leurs localités; et Si les résultats du suivi des citoyens de la consolidation de la paix et des activités de sécurité et de stabilisation qui sont mises en œuvre par le gouvernement sont constructives et reçus par les autorités locales et publiquement discuté; Alors, il y aura une plus grande appropriation des efforts du gouvernement pour la consolidation de la paix et la stabilité par les communautés cibles du projet ; Ce

qui permettra d'augmenter les capacités locales de gestion des besoins locaux de cohésion sociale et la coexistence pacifique. Parce que les femmes et les jeunes auront augmenté leur voix dans la mise en œuvre des actions de consolidation de la paix, de la sécurité et de stabilisation des initiatives gouvernementales ; et il y aura une augmentation de la sensibilisation du public sur les initiatives gouvernementales de consolidation de la paix, de la sécurité et la stabilité.

Les principales activités de ce volet sont les suivantes :

- Cartographie des initiatives gouvernementales et les institutions clés ;
- Réaliser une étude sur le rôle des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix dans les départements cibles du projet - analyse de la situation actuelle et le rôle potentiel des femmes et des jeunes en tant que responsables de la paix et les courtiers dans les communautés frontalières d'origines ethniques diverses.
- Plaider pour la participation des femmes / jeunes dans la mise en œuvre des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et de la sécurité.
- Renforcer les capacités des Communautés sur l'engagement citoyen en matière de suivi et de rapportage des initiatives gouvernementales de Consolidation de la paix et de la sécurité - le partage de l'information et le renforcement des capacités sur les outils de surveillance des citoyens ordinaires comme le « tableau de bord communautaire ».
- L'appui aux femmes et aux jeunes pour le développement d'un tableau de bord communautaire pour le suivi des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et de la sécurité
- Soutenir les femmes et les programmes de radio en direction des jeunes pour soutenir les événements publics afin de diffuser les résultats de leurs activités de surveillance de la paix, de la sécurité et de stabilisation des initiatives parrainées par le gouvernement.
- Les activités de renforcement des capacités d'appui sur le plaidoyer et de lobbying pour les représentants des réseaux interdépartementaux de femmes et de jeunes participant au suivi des initiatives de consolidation de la paix et de la sécurité ;
- Publier et diffuser les cartes communautaires de performance des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et de la sécurité par le biais des plates-formes numériques
- Utiliser les observations/feedbacks des citoyens sur les initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et de la sécurité pour assurer le progrès de la Côte d'Ivoire sur le point 16 des ODD.

Le projet SWEEP ciblera 5000 jeunes, 3500 femmes bénéficiaires, et 100 autorités locales avec des informations sur les activités de surveillance des citoyens de gouvernement soutenu la paix, de la sécurité et de stabilisation des initiatives dans les 5 départements cibles.

Justification : Au cours de la préparation de la proposition, il est ressorti des consultations avec les communautés qu'elles disposent de très peu d'information sur les initiatives gouvernementales en matière de consolidation de la paix et de sécurité. En outre, la participation des citoyens dans les initiatives existantes est très faible dans les 5 départements cibles du projet. Le projet SWEEP collaborera avec les OSC locales, ONU Femmes et le PNUD pour effectuer une cartographie de toutes ces initiatives et d'analyser la participation des citoyens entre eux, et les institutions en charge de la mise en œuvre. Le projet utilisera les résultats de la cartographie pour identifier les parties prenantes clés du gouvernement qui seront ciblées pour les campagnes de plaidoyer et de lobbying pour accroître la participation des citoyens à la mise en œuvre de ces initiatives. Le projet soutiendra au moins 2 réseaux de femmes et des groupes de jeunes interdépartementaux pour surveiller activement les initiatives parrainées par l'Etat. Le projet appuiera les femmes et les groupes de jeunes dans l'utilisation des cartes de communautaire de performance des initiatives et publiera des rapports mensuels partagés avec les autorités locales lors des réunions mensuelles. En outre, le projet assurera la coordination avec ONU Femmes, le PNUD et d'autres OSC locales pour explorer l'utilisation potentielle de cartes communautaires de performance développés pour soutenir le gouvernement dans

le respect des engagements et le rapportage de la Côte d'Ivoire au niveau du ODD 16⁹. Cette approche est une innovation de CARE et elle examinera les possibilités de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information pour la collecte des données à un niveau communautaire. Enfin le projet SWEEP effectuera au moins 2 études sur la participation des femmes et des jeunes dans les initiatives de consolidation de la paix et de la sécurité frontalières à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Ceci permettra de faire des propositions pour combler les lacunes existantes dans les connaissances sur le rôle des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix et de la sécurité et de la coexistence pacifique dans les communautés frontalières de l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

Résultat 4 : Les autorités locales soutiennent d'une manière proactive l'engagement des citoyens dans la consolidation de la paix et la sécurité dans les départements cibles

Les activités de ce volet visent à soutenir la création d'un environnement propice à l'engagement des citoyens dans les initiatives de consolidation de la paix et la sécurité. Elles seront guidées par la théorie de changement suivante: **Si** les autorités locales sont suffisamment mobilisées pour soutenir l'engagement des citoyens à travers des réunions en face-à-face; **et si** les autorités locales partagent activement des informations et cherchent systématiquement à l'implication des citoyens, en particulier des femmes et des jeunes, sur les questions touchant à la sécurité et la coexistence pacifique; **Alors**, les citoyens, en particulier les femmes et les jeunes vont certainement devenir des acteurs importants pour la consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale dans les départements d'intervention du projet. **Parce que** les citoyens ont une confiance accrue dans leurs Autorités locales ; et dans les initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et de la sécurité communautaire sensible au genre et les bonnes pratiques policières seront augmentées par les autorités de sécurité / politiques.

Les principales activités sont :

- Développer, vulgariser et mettre en œuvre un calendrier pour les rencontres communautaires et les autorités sur la sécurité communautaire et la paix
- Faciliter la participation des autorités gouvernementales et celles en charge de la sécurité dans la conduite des forums publics sur la sécurité et la paix
- Soutenir les réseaux femmes et de jeunes pour faire « pression » sur les autorités locales à accroître leur participation à des réunions publiques portant sur le développement local, la sécurité et la consolidation de la paix
- Soutenir les initiatives conjointes des femmes et des jeunes et du gouvernement dans le développement local et le renforcement de la paix et de la sécurité communautaire à travers des campagnes de sensibilisation sur la participation citoyenne

Les principales activités du projet SWEEP pour l'atteinte de ce résultat 4 cibleront **10.000 personnes**, impliquant directement au moins **150 autorités traditionnelles locales**, et au moins **30 communautés** dans les 5 départements cibles.

Justification : L'analyse des consultations menées par CARE a révélé le rôle crucial que les autorités gouvernementales et celles en charge de la sécurité locale doivent jouer pour la création d'un environnement favorable à l'engagement des citoyens sur les questions de sécurité et de consolidation de la paix. Les citoyens affirment souvent que les autorités gouvernementales ne favorisent pas une culture d'engagement l'État-citoyen et ne communique pas suffisamment sur les questions de sécurité concernant la cohésion sociale et la coexistence pacifique dans les communautés frontalières. Cette absence d'un environnement favorable continue à perpétuer une culture de la peur, la désinformation et la méfiance entre les citoyens et les autorités locales. Le projet SWEEP appuiera des campagnes conjointes des femmes/jeunes et autorités locales pour sensibiliser les citoyens à participer activement aux initiatives locales sur la consolidation de la paix et de la sécurité.

⁹ ODD : Objectif de Développement Durable

b) Budget :

Tableau 2 : Budget de l'activité du projet

Résultat/numéro du Produit	Nom du résultat	Budget RO par Résultat	La catégorie du budget de l'UN (voir le tableau ci-dessous pour la liste de catégories)	Observations (par exemple sur les types d'intrants fournis ou justification du budget)
Résultat 1 : Renforcement du dialogue et de la responsabilité entre les citoyens et les autorités locales sur les questions de sécurité et de paix dans 50 communautés frontalières				
Produit 1.1	50 rencontres du cadre de dialogue entre les femmes et Autorités en charge de la sécurité effective	572,022.31	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Activités essentiellement orientées vers la réalisation des rencontres y compris les études de bases avec l'appui des partenaires
Produit 1.2	Institutionnalisation des plateformes communautaires de rencontres transfrontalières trimestrielles	39,303.43	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Soutien à la mise en place des cadres de rencontres interdépartementales
Résultat 2 : Augmentation de la collaboration et la circulation de l'information sur les questions de sécurité qui affectent le commerce et le renforcement de la confiance entre les femmes et les jeunes de part et d'autres des lignes de division				
Produit 2.1	Formation et appui en matériels de communication pour le suivi et le rapportage des incidents sécuritaire en langues locales	59,480.09	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Développement d'outils communautaires de communication pour le suivi de la sécurité et de la consolidation de la Paix.
Produit 2.2	5 mécanismes communautaires de suivi et de rapportage sur les incidents sécuritaires en lien avec les activités commerciales et la coexistence pacifique sont opérationnels des deux côtés de la frontière	20,020.38	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Engager les femmes dans le suivi des incidents sécuritaires affectant leurs activités économiques
Produit 2.3	Un mécanisme communautaire régional de suivi et de rapportage de la sécurité liés aux mouvements des biens et des personnes entre les départements et aux frontières est fonctionnel	40,066.11	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Soutenir les femmes et les jeunes dans le suivi et le rapportage de la situation sécuritaire affectant leurs activités
Résultat 3 : Les femmes et les jeunes font un suivi actif des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et la sécurité dans les départements cibles				
Produit 3.1	Mise en place de réseaux de femmes et de jeunes impliqués dans le suivi des	120,808.86	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Mise en place d'un tableau de bord communautaire pour le suivi des initiatives gouvernementales.

Résultat numéro du Produit	Nom du résultat	Budget RC par Résultat	La catégorie du budget de FCN (voir le tableau ci-dessous pour la liste de catégories)	Observations (par exemple sur les types d'intrants fournis ou justification du budget)
Produit 3.2	Initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et de la sécurité. Engagement des citoyens dans le suivi des initiatives gouvernementales de consolidations de la paix et de la sécurité dirigé par les femmes et les jeunes. Citizen monitoring of government sponsored peace and security consolidation initiatives led by women and youth	97,667,38	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Soutenir les femmes et les jeunes dans le suivi des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et de la sécurité.
Résultat 4 : Les autorités locales soutiennent d'une manière proactive l'engagement des citoyens dans la consolidation de la paix et la sécurité dans les départements ciblés				
Produit 4.1	Les Autorités locales participent au citoyen le dialogue public organisé sur des questions (publications) de sécurité (titre) affectant la coexistence pacifique et le commerce dans des communautés/quartiers	35,941,54	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Réalisation des campagnes de sensibilisation sur la consolidation de la paix et de la sécurité affectant les activités économiques des femmes et des jeunes.
Produit 4.2	Decisions on security and peaceful coexistence informed by citizen inputs publically promoted through radio programs by local authorities.	14,689,70	Catégories 1, 2, 3, 5, 6, 7	Appui aux Autorités locales pour leur participation aux activités de de sensibilisation de masse et l'organisation des réunions communautaires.
Total		1,000,000.00		

Tableau 3 : Budget du projet par catégories de dépense

PBF - BUDGET DU PROJET		
Catégorie de dépense	Montant de l'entité bénéficiaire CARE International Côte d'Ivoire	TOTAL
1. Personnel et autres employés	148 577,31	14,86%
2. Fournitures, produits de base, matériels	7 090,91	0,71%
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	29 090,91	2,91%
4. Services contractuels	36 274,47	3,63%
5. Frais de déplacement		0,00%
6. Transferts et subventions aux homologues	695 457,82	69,55%
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	18 088,03	1,81%
Sous-total	934 579,44	93,46%
8. Coûts indirects ¹⁰	65 420,56	6,54%
TOTAL	1 000 000,00	100,00%

c) Capacité des Organisations récipiendaires (Ors) et partenaires de mise en œuvre

Organisation récipiendaire : CARE International en Côte d'Ivoire sera le récipiendaire du financement du fonds des nations unies de consolidation de la paix. CARE International, fondé en 1945, est une organisation leader dans le secteur humanitaire et développement avec une programmation dans 84 pays. CARE entreprend le travail de consolidation de la paix à l'échelle mondiale, à travers une programmation directe et/ou intégré dans les interventions de développement économique et humanitaire. Les femmes et les jeunes filles jouent un rôle central dans nos actions de paix et de stabilisation dans les contextes des conflits et fragiles. En Côte d'Ivoire, CARE a, depuis 2004, créer un vaste réseau de relations de part et d'autres des lignes de division par le biais de sa programmation sur le renforcement de la paix et de la cohésion sociale. Les interventions passées et actuelles ont contribué à la création des possibilités pour les femmes afin qu'elles participent et exercent leur influence dans les processus locaux pour faire adresser les effets immédiats et les causes structurelles des conflits violents, en particulier ceux liés à la violence contre les femmes. Les relations locales, construites au fil des années, mettent CARE en bonne position pour mettre en œuvre des activités visant à *faciliter le renforcement de la confiance au sein et entre les communautés* qui agit pour réduire la violence directe en s'attaquant aux blocages de la paix, la stabilité et le développement inclusif causé par les conflits intercommunautaires et interethniques. Le travail de CARE au niveau communautaire en particulier sur les AVEC¹¹, crée des structures pour le règlement des différends, habilitant les femmes vulnérables et marginalisées à devenir des parties prenantes actives dans le renforcement de la paix communautaire et de l'économie.

Les partenaires de mise en œuvre :

- **Conseil pour l'assistance Humanitaire et le Développement (CAHD)** est une ONG locale créée par l'ancien personnel du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), qui possède une vaste expérience de travail dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. CAHD exécute actuellement un projet transfrontalier en collaboration avec le Conseil Danois pour les Réfugiés (CDR), financé par

¹⁰ * Le total ne doit pas dépasser 7% du total des catégories de dépense 1 à 7, tel que spécifié dans le Memorandum d'accord du Fonds et doit suivre les règles et procédures de chaque entité bénéficiaire. Il faut noter que les coûts générés par l'entité et directement liés à la mise en œuvre du projet doivent être alloués aux lignes de budget correspondantes conformément aux règles et procédures de l'entité en question.

¹¹ AVEC : Associations Villageoises d'Epargne et de Crédits

ECHO. Ce projet est dans sa 3ème phase et travaille à travers la Côte d'Ivoire et au Libéria. Bien que le CAHD est une organisation relativement jeune, son personnel dispose une expérience impressionnante sur les conflits dans les communautés frontalières à l'ouest de la Côte d'Ivoire et ont un vaste réseau de contacts dans les communautés cibles en raison de leur travail passé avec le CNRC sur le renforcement de la paix, les conflits fonciers, la cohésion sociale et les droits des femmes dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. CAHD sera le principal partenaire de mise en œuvre dans les 5 départements cibles du projet.

- **Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)** est une association locale des femmes engagées dans la promotion de l'égalité genre et des droits des femmes en particulier. L'organisation a entrepris des actions de plaidoyer, lobby et de renforcement des capacités sur les droits des femmes en Côte d'Ivoire. AFJCI met actuellement en œuvre un projet VBG financé par l'Union européenne et l'UNICEF dans la région centrale (zone caecoyère) et de la région ouest de la Côte d'Ivoire. Le projet soutient les femmes touchées par les conflits intercommunautaires. AFJCI est membre du comité de direction PBF en Côte d'Ivoire. AFJCI travaillera en étroite collaboration avec le Manor River Women Peace Network (MARWOPNET) sur les activités transfrontalières, tirant bénéfice de leurs initiatives actives de ce dernier ciblées à soutenir les commerçants informels le long de la frontière entre le Libéria Côte d'Ivoire.

III. Gestion et coordination

a) Gestion et coordination du projet

Le projet SWEEP sera mis en œuvre par CARE, CAHD et AFJCI, en tirant bénéfice des avantages comparatifs de chacun. Les 3 organisations vont déployer et exploiter leurs réseaux de contact pour assurer un démarrage rapide du projet; une approche de mise en œuvre sensible aux conflits; et promouvoir la pérennisation après la clôture du projet. Pour assurer la qualité et la cohérence dans la mise en œuvre du projet parmi les partenaires de mise en œuvre, CARE élaborera des lignes directrices pour la gestion de projet - en conformité avec les normes, les pratiques et les politiques de CARE. CARE sera responsable de la gestion globale du projet et du recrutement du personnel du projet. CARE technique mettra en place un comité de pilotage du projet, comprenant le Directeur Pays de CARE International en Côte d'Ivoire, le Directeur National de la CAHD, et le président de l'AFJCI, un représentant désigné du secrétariat PBF en Côte d'Ivoire, un représentant désigné du comité de coordination de PBF en Côte d'Ivoire, et un représentant désigné de la contrepartie du gouvernement. Le comité de pilotage sera responsable de (a) assurer une approche sensible aux conflits dans la mise en œuvre du projet par le biais d'un système robuste de suivi, évaluation, redevabilité et l'apprentissage; (b) le respect des principes 'Do No Harm'; et (c) la conformité aux exigences contractuelles. Les termes de référence du comité de direction seront développés au sein du comité de direction phase. Procédé démarrage assurera la surveillance à l'unité de gestion de projet comprenant le personnel suivant :

- **1 Coordonnateurs de projet à temps partiel** – responsable de la gestion globale de la mise en œuvre du projet et la conformité contractuelle à CARE et CAHD. Le coordonnateur du projet sera également en charge d'établir et de maintenir des relations de collaboration avec d'autres interventions PBF en Côte d'Ivoire.
- **1 conseiller suivi, évaluation, redevabilité et apprentissages à temps partiel** – responsable du contrôle de la qualité globale de la mise en œuvre du projet, de la documentation et l'apprentissage. Le/la conseiller(ère) sera en charge de préparer les rapports mensuels/trimestriels sur l'état d'avancement du projet pour le PBF.
- **1 conseiller technique en plaidoyer et communication à temps partiel** – responsable d'appui technique et suivi des activités pour les résultats 3 - 4.
- **1 Conseiller technique en genre et consolidation de la paix à temps partiel** – responsable d'appui technique et suivi des activités pour les résultats 1 - 2. Le/la conseiller(ère) sera responsable de l'intégration de l'approche sensibilité aux conflits, du suivi de la qualité de participation des femmes et jeunes dans le suivi des initiatives de paix, de sécurité et de stabilisation.

Le plan de suivi, redevabilité et évaluation et l'unité de gestion du projet seront clé pour assurer la qualité de la mise en œuvre du projet. L'unité de gestion du projet sera chargé d'assurer les activités mises en œuvre sont bien coordonnées et synchronisées à travers les communautés cibles. Le calendrier et la synchronisation des activités seront élaborées dans le plan détaillé de mise en œuvre. CARE va développer des sous-subsventions avec les deux partenaires. CARE sera responsable de la gestion des sous-subsventions signées, qui sera soumise à des audits par l'auditeur interne de CARE et l'auditeur mandaté par le PBF. Les sous-subsventions avec CAHD et AFICI seront en conformité avec la politique et les pratiques de sous-subsventions de CARE.

a) **Décaissement des fonds** : les transferts de fonds se feront sur la base de l'horaire suivant :

	Pourcentage	Déclenchements
Tranche 1	50%	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation formelle du projet
Tranche 2	40%	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses d'au moins 75% de la première tranche une soumission ponctuelle du rapport semestriel et annuel
Tranche 3	10%	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses d'au moins 75% de la deuxième tranche • Une soumission ponctuelle des rapports finaux semestriels et annuels

b) **Gestion des risques**

Table5 – Matrice de la gestion des risques

Risques	Probabilité (Haut, moyen, bas)	La sévérité de l'impact sur le projet (haut, moyen, bas)	Stratégie d'atténuation (et personne responsable / unité)
Les incursions des groupes armés des deux côtés de la frontière au niveau des départements cibles du projet.	Haut	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des protocoles d'échange d'information sur la sécurité avec les autorités locales dans les communautés cibles et au niveau des départements - Mise en place d'un plan de contingence
Récupération politique des espaces publics et réseaux créés :	Haut	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Élaborer des protocoles clairs pour guider les autorités-citoyennes locales dans le dialogue sur la sécurité et la paix
Interdiction de réunions publiques sur la sécurité de la paix par les autorités gouvernementale/ sécuritaire locales	Moyen	Bas	<ul style="list-style-type: none"> • Prise de conscience et sensibilisation sur le projet - Un échange constant d'informations sur le projet avec les autorités locales • Un suivi continu des potentiels effets négatifs du projet et le dialogue avec les autorités locales
L'inaccessibilité de certaines zones des communautés cibles dans la saison des pluies	Haut	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Élaborer un calendrier clair pour les visites sur le Site - Adapter les moyens de communication en conséquence

Risques	Probabilité (Haut, moyen, bas)	La sévérité de l'impact sur le projet (haut, moyen, bas)	Stratégie d'atténuation (et personne responsable / unité)
Les élections locales en Côte d'Ivoire et les élections générales au Libéria	Moyen	Bas	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à une évaluation rapide des risques dans toutes les 50 communautés cibles pour éclairer l'élaboration d'une carte de risque - Élaborer un plan d'urgence pour les activités selon les zones à risques
Les conflits entre les chambres de commerce des départements et les petits commerçants	Moyen	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Prise de conscience et sensibilisation sur le projet - Exploiter les contacts pour plus de nouvelles relations de collaborations avec les chambres de commerce

c) Suivi et Evaluation

Le suivi, l'évaluation, la redevabilité et l'apprentissage de SWEEP, comprend : (1) la suivi de la performance de routine du projet ; (2) le suivi et l'évaluation de la perception des citoyens et des autorités locales sur les activités du projet ainsi que du progrès, en particulier les femmes et les jeunes; et (3) le suivi et la documentation des pratiques prometteuses pour partage. L'unité de gestion du projet sera responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage global du projet détaillé de gestion de projet. Le cadre de résultats (annexe B) sera le principal document de référence pour le plan de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage détaillé.

(1) suivi de la performance de routine du projet – comprendra le développement et le déploiement de ce qui suit : un plan de mise en œuvre détaillé du projet, un plan de suivi des activités, un plan de suivi sur le terrain, un plan des tierces visites de suivi, l'étude de base et l'évaluation du projet, et des rapports trimestriels de progrès. CARE prévoit une période de démarrage de deux mois après la signature de l'accord de financement afin d'assurer une mise en œuvre harmonieuse du projet. CARE, CAHD et AFICI élaboreront un plan de mise en œuvre détaillé accompagné d'un plan de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage détaillé en collaboration avec le secrétariat PBF de la Côte d'Ivoire pour assurer une conformité aux exigences contractuelles. Les plans de mise en œuvre et de suivi détaillés seront la base pour l'élaboration de l'étude de base pour le projet et le développement du système interactif de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage hébergé sur le Web. Le système de suivi sera directement alimenté par des informations de suivi des activités sur le terrain recueillies en utilisant des applications standardisées compatibles à Android. Les volets clés du système de suivi sont :

(a) Un plan de mise en œuvre d'activités détaillé : l'unité de gestion de projet élaborera un plan de mise en œuvre d'activités détaillé. Ce plan sera base pour l'élaboration du plan de travail trimestriel pour assurer la cohérence et l'alignement pour cibler les résultats résumés dans le cadre de résultats (annexe B).

b. plan de suivi des activités : une application sur mesure avec fonction géolocalisation de collecte de données sera conçu et utilisé pour recueillir des données sur les activités du projet au niveau des communautés et des départements où le projet est mis en œuvre. Le système permettra un suivi systématique des activités du projet, les indicateurs des résultats et les percées. La fonction de géolocalisation du système permettra de suivre, comparer et cartographier les progrès réalisés dans toutes les communautés et départements cibles.

c. plan de suivi sur le terrain : suivi sur le terrain sera entrepris par le personnel du terrain du projet et les conseillers techniques. Le personnel de terrain assurera le suivi et rendre compte des activités au jour le jour à l'aide de l'application de collecte de données décrit ci-dessus. Les conseillers techniques effectueront tous les domaines de deux mois des visites de suivi pour évaluer la qualité des activités mises en œuvre, des progrès par rapport aux objectifs, etc.

(d) Tierce visite de suivi : le projet organisera des visites de suivi pour le secrétariat PBF de la Côte d'Ivoire PBF et autres organisations récipiendaires du financement PBF en Côte d'Ivoire tous les 6 mois dans un effort pour promouvoir la redevabilité et le partage.

(e) Etude de base et évaluation du projet: l'unité de gestion de projet organisera en consultation avec le secrétariat PBF de la Côte d'Ivoire PBF une étude de base et une évaluation finale du projet. CARE en

d) **Dispositions administratives** (Cette section utilise un libellé type - veuillez ne pas retirer)

Responsabilité, transparence et le rapport du bénéficiaire :

L'organisme bénéficiaire assumera la pleine responsabilité programmatique et financière pour le fonds qui leur a été versé par l'agent de gestion. Ce fonds sera administré par chaque bénéficiaire, conformément à ses propres règlements, règles, directives et procédures.

Le bénéficiaire doit avoir l'entière responsabilité de s'assurer que l'activité est mise en œuvre conformément au document du projet dûment signé ;

Dans le cas d'examen financier, de vérification ou d'évaluation par l'UNOPS ou PBSO, être chargé de fournir les documents comptables nécessaires ;

Fournir tous les documents et informations à l'UNOPS qui peuvent être exigés en vertu des demandes de paiement ; et Assurer une gestion professionnelle de l'activité, y compris la surveillance du Produit et les activités d'établissement de rapports.

La conformité aux conditions générales sur l'Accord de Subvention selon l'annexe C.

Rapports :

Chaque bénéficiaire fournira l'Agent de gestion et le PBSO (pour les rapports narratifs uniquement) avec :

- Des rapports d'étape semestriels à fournir au plus tard le 15 juillet ;
- Rapports narratifs annuels et finaux, à être fournis au plus tard trois mois (31 mars) après la fin de l'année civile ; états financiers annuels au 31 décembre en ce qui concerne les fonds déboursés par le PBF, doivent être communiqués au plus tard quatre mois (30 avril) après la fin de l'année civile;
- Des états financiers finaux certifiés après l'achèvement des activités dans le document de programmation approuvé, à être fourni au plus tard six Mois (30 juin) de l'année suivant l'achèvement des activités.
- Le Solde non dépensé à la clôture du projet devra être remboursé et une notification envoyée à l'agent de gestion, au plus tard trois mois (30 mars) de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété de l'équipement, des fournitures et autres biens

Propriété de l'équipement, des fournitures et autres biens financés par le PBF doivent être détenus par le PBF. Les questions relatives au transfert de propriété par l'UNOPS doivent être déterminées conformément à ses propres politiques et procédures applicables.

La divulgation publique.

L'agent de gestion et le PBSO veilleront à ce que les opérations du PBF soient divulguées sur le site du PBF (<http://unpbf.org>) et site web de l'agent de gestion (<http://www.unops.org>).

collaboration avec CAHD et AFJCI commissioneront l'évaluation finale à un tiers contracter à l'issue d'un processus concurrentiel, conformément aux exigences d'approvisionnement de CARE. Dans le cas où PBF décide de commissioner directement l'évaluation finale, l'unité de gestion du projet va pleinement collaborer avec l'agence contractée pour assurer un soutien complet à l'évaluation.

(f) **Rapports trimestriels d'avancement du projet** : le projet préparera des rapports trimestriels de progrès pour le PBF et la contrepartie du gouvernement. Les rapports de progrès contiendront des graphiques montrant l'avancement du projet dans les communautés et les départements cibles.

(2) **le suivi et l'évaluation de la perception des citoyens et des autorités locales sur les activités du projet ainsi que du progrès, en particulier les femmes et les jeunes** : L'unité de gestion de projet va d'une manière continue suivre et d'évaluer la perception des citoyens et des autorités locales sur le projet.

(a) **Le registre de feedback** – l'unité de gestion de projet instituera des registres de feedback dans toutes les communautés cibles pour enregistrer la perception des citoyens sur les effets positifs et négatifs des activités du projet dans leurs communautés. Le registre servira de mémoire du feedback des citoyens sur les activités du projet pendant toute la durée du projet. Le même registre de feedback sera remis aux autorités gouvernementales et de sécuritaires locales pour capturer également leurs perceptions sur les activités du projet et le progrès. Le projet formera des représentants des groupes cibles des femmes et des jeunes sur l'utilisation du registre. Le personnel de terrain du projet passera en revue et fera un rapport sur la perception des citoyens enregistré dans les registres toutes les deux semaines, dans le cadre de leurs activités de projet de routine, en utilisant une application de la redevabilité des citoyens conçue sur mesure et reliée au système de suivi interactif hébergé sur le web. Le conseiller technique en suivi produira sur une base mensuelle une carte de feedback des citoyens et partagera des copies de cette carte avec les autorités locales dans les communautés cibles. Les cartes de feedback des citoyens sont utilisées par l'unité de gestion de projet (dans les réunions de planification) afin d'identifier de manière proactive les problèmes potentiels liés à l'exécution du projet ou susceptible de créer des tensions entre les groupes/communautés à travers les lignes d'affiliation.

(b) **les enquêtes de perception trimestrielles** : l'unité de gestion du projet effectueront des petites enquêtes trimestrielles de perception dans les communautés ciblées pour évaluer et faire un rapport sur la perception des citoyens sur le projet pour identifier les effets néfastes potentiels du projet sur les dynamiques locales. L'enquête aura pour but de comprendre comment les femmes et les jeunes sont engagés dans différents processus promu par le projet. Les résultats de ces enquêtes informeront sur les progrès en rapport avec les indicateurs des résultats et les percées. Les conseillers techniques seront chargés de préparer et de mener les enquêtes de perception trimestrielle en utilisant un outil de préconçu relié au système de suivi interactif.

(3) **Le suivi et la documentation des pratiques prometteuses pour le partage** : Le système de suivi interactif hébergé sur le Web fournira un répertoire de toutes les informations sur le projet. Le système intégrera différentes sources d'information, y compris sur les nouvelles pratiques prometteuses telles que perçues par le personnel du projet et les bénéficiaires, et les histoires de changement suite aux activités du projet. Les pratiques prometteuses documentées et histoire de changement seront résumées et présentées dans un bulletin d'apprentissage trimestriel pour partage. Les bulletins d'apprentissage produits seront largement partagés avec les partenaires gouvernementaux et de développement.

(a) **revue trimestriel du projet** : Le projet instituera une revue trimestrielle du progrès pour évaluer le progrès sur les activités et identifier les pratiques prometteuses émergentes potentielles sur la participation et le suivi de la sécurité communautaire et la coexistence pacifique citoyenne. Les pratiques prometteuses identifiées seront surveillées étroitement dans le trimestre suivant afin de les documenter.

b. **Le suivi de la participation des femmes** : le projet va spécifiquement surveiller l'expérience des femmes et jeunes soutenu pour devenir des parties prenantes actives dans le renforcement de la paix et de la sécurité communautaire, et dans le suivi des initiatives de paix, de sécurité et de stabilisation sponsorisés par le gouvernement dans les départements cibles. En outre, le projet surveillera la manière dont les femmes et jeunes petits commerçants interagissent avec les autorités gouvernementales et de sécurité locale sur les questions de sécurité concernant leurs activités économiques et de l'économie locale des départements cibles.



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
RÉSUMÉ DE PROJET

Numéro et intitulé du projet :	PBF/ Projet d'appui à l'engagement soutenu des femmes dans la consolidation de la paix et la sécurité à l'Ouest de la Côte d'Ivoire (SWEEP)	
Entité(s) bénéficiaire(s) :	CARE International in Côte d'Ivoire	
Partenaire(s) d'exécution :	Conseil pour l'Assistance Humanitaire et le Développement (CAHD) Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) Mano River Women Peace Network (MARWOPNET)	
Site :	Bloléquin, Toulepleu, Guiglo, Taï, and Tabou	
Budget approuvé du projet :	1.000.000 US D	
Durée du projet :	Date de démarrage prévue : 01 octobre 2016	Date d'achèvement prévue : 31 Mars 2018
Domaine de priorité du Fonds :	2 : Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits	
Résultats du projet :	<p>Résultat 1 : Renforcement du dialogue et de la responsabilité entre les citoyens et les autorités locales sur les questions de sécurité et de paix dans 50 communautés frontalières</p> <p>Résultat 2 : Augmentation de la collaboration et la circulation de l'information sur les questions de sécurité qui affectent le commerce et le renforcement de la confiance entre les femmes et les jeunes de part et d'autres des lignes de division</p> <p>Résultat 3 : Les femmes et les jeunes font un suivi actif des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et la sécurité dans les départements ciblés</p> <p>Résultat 4 : Les autorités locales soutiennent d'une manière proactive l'engagement des citoyens dans la consolidation de la paix et la sécurité dans les départements ciblés</p>	
Activités principales du projet :	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des différents groupements et réseaux locaux de femmes et de jeunes • Mise en place des mécanismes communautaires de collecte de données sécuritaires liées au Commerce • Mise en place des plateformes/espaces de dialogue citoyen-autorité • Développement des matériels de renforcement de capacités sur la participation citoyenne dans la consolidation de la paix et sécurité • Renforcement des capacités des groupes citoyens et autorités sur le suivi • Organisation de campagnes de sensibilisation et mobilisation de l'engagement citoyen dans le suivi et rapportage des problèmes de 	

sécurité et paix

- Développement des cartes de performances des initiatives de consolidation de la paix et la sécurité au niveau des départements cibles
- Mise en place des mécanismes communautaires de collecte de données sécuritaires liées au Commerce